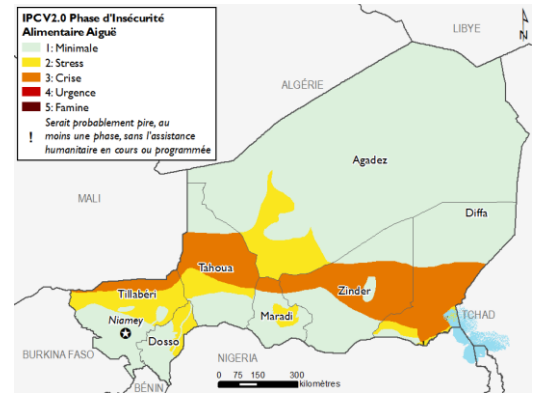


La soudure se prolonge en zone pastorale mettant certains ménages en insécurité alimentaire

MESSAGES CLÉS

- La zone pastorale traverse une période de soudure plus longue et difficile qu’habituellement. Les animaux se vendent mal, les termes de l’échange avec les céréales continuent de diminuer et les éleveurs doivent réduire la taille de leur cheptel, exposant certains ménages à une insécurité alimentaire en « Crise » (Phase 3 de l’IPC) observée en juin 2018 et en juillet.
- Les semis sont réalisés dans 46 pourcent des villages agricoles et agropastoraux au 10 juin 2018. La plupart des ménages pauvres des zones agricoles peuvent couvrir leurs besoins alimentaires grâce aux revenus de la main d’œuvre agricole. Ils sont en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 IPC) en juin 2018 et jusqu’en janvier 2018.
- Les marchés sont approvisionnés en denrées alimentaires de base avec les produits locaux et les flux en provenance des pays voisins (Burkina Faso, Mali, Bénin et Nigeria) mais avec une intensité inférieure à la normale. Les prix sur les principaux marchés indiquent un niveau supérieur à la moyenne saisonnière et devraient le rester durant la période de soudure.
- Les populations déplacées dans la région de Diffa continuent de subir les effets du conflit civil Boko Haram sur leurs moyens d’existence et leurs accès aux aliments. Leur incapacité d’exercer leurs activités de moyens d’existence et le niveau réduit des aides alimentaires les soumet à une insécurité alimentaire aiguë de Crise (Phase 3 de l’IPC) qui pourrait persister dans la région jusqu’au moins janvier 2019.

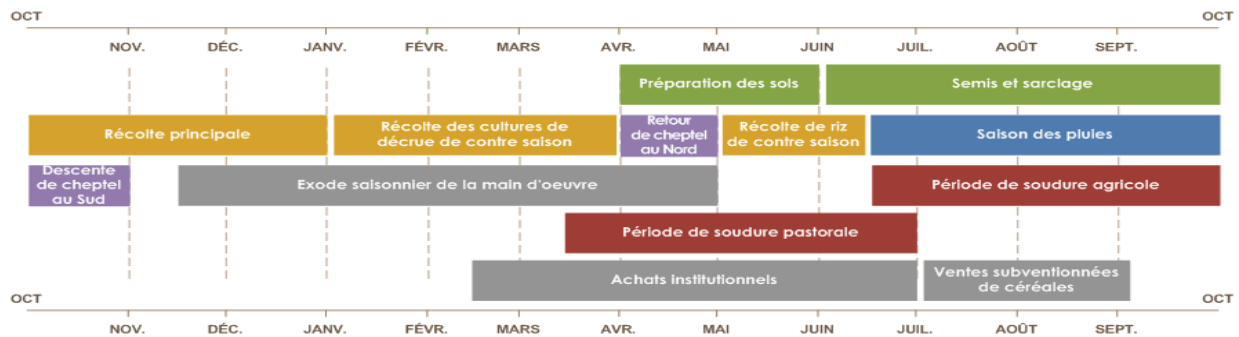
Sécurité alimentaire courante, juin 2018



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l’IPC. Une analyse qui est compatible avec l’IPC suit les principaux protocoles de l’IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source: FEWS NET

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

La zone pastorale traverse une période de soudure atypique ayant des conséquences sur les moyens d'existence et l'accès alimentaire des ménages pauvres : en avril 2018, la réunion de réévaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale tenue à Dosso a constaté l'épuisement des pâturages naturels et des résidus de culture, un mauvais embonpoint des animaux et une détérioration des termes de l'échange animal/céréale.

La situation pastorale est particulièrement difficile là où se concentrent les troupeaux dans les départements de Bermo, Bébedji, Aderbissinat, Ingall, Tchintabaraden et Abalak où il existe encore des ressources en eau et quelques réserves stratégiques de fourrage. Elle est davantage critique dans la partie de N'Gourti dans la région de Diffa à cause de l'inaccessibilité de la zone de repli du lac Tchad et de la Komadougou suite aux mesures sécuritaires.

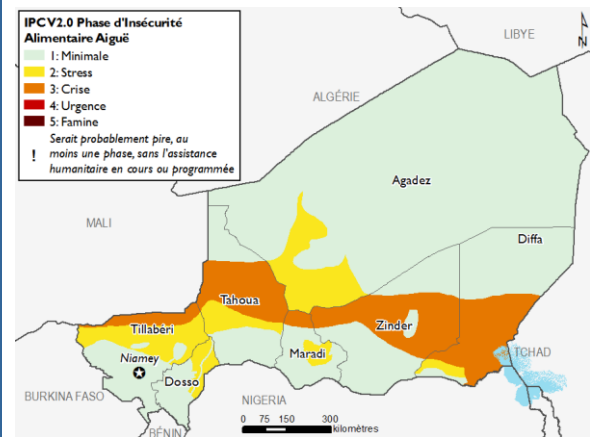
La demande de bétail est faible sur les marchés et les prix et les termes de l'échange observent une baisse importante. La situation alimentaire des ménages d'éleveurs pauvres se caractérise par un accès alimentaire réduit et par une forte pression sur le capital bétail pour faire face aux dépenses alimentaires dans un contexte de hausse élevée des produits de consommation.

La campagne agricole de riz irrigué et de produits maraichers a pris fin avec des récoltes autour de la moyenne et laisse place à la campagne pluviale qui démarre progressivement dans les zones agricoles et agropastorales du pays : cette campagne a permis aux ménages des zones ayant des périmètres irrigués d'avoir accès aux revenus et aux aliments qui ont contribué à couvrir leurs besoins jusqu'en juin 2018. Ces zones ont aussi offert des opportunités d'emploi pour les autres zones qui n'ont pas accès à l'irrigation. Les revenus gagnés sur ces sites ont pu être transférés au profit de leurs ménages d'origine. La main d'œuvre journalière pour les travaux d'entretien des cultures maraichères est payée entre 1 500 et 2 000 F par personne.

Le début de la saison agricole d'hivernage est comparable à l'année dernière. Les premières pluies ont permis d'effectuer des semis partiels dans plusieurs zones agricoles du pays. Sur les 12 464 villages agricoles suivis par la direction des statistiques, environ 46 pourcent ont effectué les semis de mil au 10 juin 2018, contre respectivement 46, 68 et 32 pourcent en 2017, 2016 et 2015 à la même période.

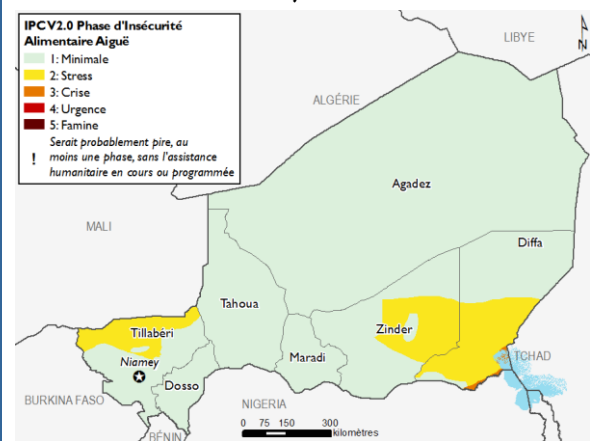
Le fonctionnement des marchés profite de l'amélioration des échanges avec le Nigéria et des interventions publiques : la disponibilité des céréales sur les marchés est globalement satisfaisante. L'offre est assurée par les approvisionnements du réseau des commerçants importateurs de mil, de maïs et de sorgho qui, pour la plupart, proviennent du Nigéria, du Bénin et du Burkina Faso. L'offre est aussi constituée par les stocks publics de 80 000 tonnes de céréales mises en vente à prix modéré par le gouvernement depuis février 2018 sur toute l'étendue du territoire national. La demande est constituée essentiellement de ménages, notamment d'éleveurs, qui achètent pour leur propre consommation. Les flux transfrontaliers habituels du Nigéria vers la région de Diffa ne sont pas encore très actifs à cause du conflit civil affectant les axes routiers.

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, juin-septembre 2018



Source: FEWS NET

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, octobre 2018 – janvier 2019



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

Comparés à la moyenne des 5 dernières années, les prix suivent une tendance saisonnière atypique avec des niveaux variant de 16 à 30 pourcent au-dessus de la moyenne sur les marchés des zones pastorales.

L'évolution de la situation sécuritaire montre une tendance à la dégradation et à l'élargissement des zones affectées : la situation sécuritaire reste préoccupante dans le nord de la région de Tillabéry, en plus de celle Diffa. Selon la situation mise à jour en octobre 2017 par la Direction régionale de l'état civil, des migrations et des réfugiés, 252 305 personnes (dont 129 015 déplacés internes) se trouvent encore en déplacement dans la région de Diffa, dans les camps ou en centre d'accueil. Selon le HCR, les attaques intercommunautaires et les opérations militaires de sécurisation de la zone ont provoqué le déplacement interne d'environ 15 000 personnes dans la région de Tillabéry principalement dans les départements d'Ayorou, Ouallam et Banibangou. Les personnes déplacées dépendent largement de l'assistance humanitaire pour couvrir leurs besoins vitaux.

La situation nutritionnelle évolue selon la tendance saisonnière indiquant une situation sérieuse : la dernière enquête SMART dont les données ont été collectées en août 2016 par l'UNICEF en collaboration avec l'Institut National de la Statistique (INS) et le Système d'Alerte Précoce (SAP) et les partenaires techniques a relevé au niveau national un taux de 10,3 pourcent pour la Malnutrition Aiguë Globale (MAG). Ce taux est en baisse par rapport aux différents taux des cinq dernières enquêtes. Aussi, d'après les résultats du dernier bulletin de la Direction de la santé, le nombre annuel d'admissions pour la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë a connu une baisse de 13 pourcent en 2017 par rapport à 2016. Toutefois, la situation nutritionnelle reste préoccupante en cette période de soudure, surtout pour les cas de malnutrition sévères qui connaissent une augmentation cette année suite à un faible financement de la prise en charge des cas modérés.

Une assistance alimentaire pour atténuer la dégradation de la situation alimentaire des ménages : le gouvernement avec l'aide des partenaires a élaboré et mis en œuvre un plan de soutien annuel aux ménages vulnérables à travers des opérations de vente à prix modéré de 80 000 tonnes de céréales et 23 000 tonnes d'aliment bétail. Dans les zones ayant une insécurité alimentaire importante, des distributions gratuites ciblées ont été conduites entre mars et juin 2018 à raison de 100 kg de céréales par ménage et par mois. Les ménages situés dans les zones extrêmement et moyennement vulnérables ont bénéficié d'une assistance en semences d'urgence, soit 7 tonnes distribuées à raison de 15 kg (10 kg de céréales et 5 kg de légumineuses) par ménage. Dans les zones où les ménages sont estimés en situation de vulnérabilité modérée, l'assistance a consisté en cash for work et a bénéficié à environ 1 million de personnes, soit 1 300 FCFA par personnes et par jour entre février et mai 2018.

Les résultats de la sécurité alimentaire : dans les zones agricoles, les conditions alimentaires se caractérisent par un accès et une consommation alimentaires assurés par les aliments et revenus issus des récoltes de riz et de produits maraichers, indiquant une situation d'insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC). En revanche, dans une partie de la zone agropastorale, les besoins alimentaires sont à peine couverts car les stocks sont épuisés et certaines stratégies comme la vente de bois et de paille sont impossibles à cause des mesures sécuritaires et de l'état d'urgence en vigueur dans certaines zones. Cette situation conjuguée au manque de ressources pour effectuer les dépenses non alimentaires, traduit une situation de Stress (Phase 2 IPC). Dans la zone pastorale, les ménages pauvres ont une consommation à peine suffisante malgré les stratégies de crise comme la vente massive (2 à 3 fois plus que d'habitude) d'animaux les mettant en situation de Crise (Phase 3 IPC).

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire de juin 2018 à janvier 2019 se base sur les suppositions suivantes :

- Selon les résultats les agences météorologiques internationales et nationales (USGS, NOAA, etc.), des cumuls pluviométriques normaux à excédentaires sont attendus à l'échelle nationale sur toute la saison.
- La disponibilité sera renforcée par les commerçants sur les marchés grâce en vue de la bonne campagne agricole attendue, mais des retentions des stocks pourraient être observées durant les séquences sèches.
- Dès octobre 2018, les récoltes de la campagne agricole pluviale devraient être autour de la moyenne ou au-dessus.
- Les stocks des ménages retrouveront un niveau normal après les récoltes en octobre et devraient durer jusqu'au moins janvier 2019.

- Les stocks publics et institutionnels seront reconstitués à un niveau optimal entre novembre 2018 et janvier 2019 et devraient exercer une pression sur la demande et sur les prix dans les marchés locaux.
- Les institutions et les structures étatiques vont disposer de suffisamment de stocks pour la mise en œuvre des plans de soutien aux populations vulnérables et celles en situation de crise entre juin 2018 et janvier 2019.
- Les ménages pauvres vont bénéficier de revenus moyens issus des travaux d'entretien et de récoltes des cultures pluviales.
- Les autres sources de revenus telles que le petit commerce, l'artisanat et la vente de paille et de bois vont renforcer le pouvoir d'achat des ménages.
- L'état d'urgence sera prorogé dans les régions de Diffa, Tillabéry et de Tahoua et demeurera en vigueur tout au long de la période du scénario. Les conflits communaux entre les éleveurs et agriculteurs se poursuivront également.
- La persistance des conflits civils au Nigéria et en Lybie, pays de destination des migrants, va continuer de perturber les revenus de cette migration entre novembre 2018 et janvier 2019
- Les flux transfrontaliers (Benin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire, Burkina Faso et Mali) vont se poursuivre normalement et approvisionner les marchés locaux du Niger.
- Les flux en provenance du Nigéria vont évoluer en dessous de la moyenne à cause de la hausse des prix sur les marchés sources et du taux de change.
- Les flux internes, vont se comporter normalement et desservir les marchés éloignés et ceux des zones structurellement déficitaires.
- Les prix des céréales devraient se maintenir au-dessus de la moyenne quinquennale sur la plupart des marchés de juin à septembre 2018 suite à la forte demande provoquée par les mauvaises récoltes de l'année précédente. Ils vont ensuite se stabiliser entre octobre 2018 et janvier 2019, toujours à un niveau supérieur à la moyenne.
- Les prix des produits de rente vont connaître la même évolution en raison des demandes à l'exportation.
- Conformément à la tendance saisonnière, une hausse des cas d'admission pour la malnutrition aiguë est attendue au niveau des centres de prise en charge en période de soudure de juin à septembre 2018.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Les opportunités de revenus tirés des activités habituelles de main d'œuvre agricole et non agricole permettent à la majorité des ménages des zones agricoles de Maradi, Tahoua, Zinder et Sud de Tillabéry d'accéder à la nourriture et satisfaire leurs besoins alimentaires. Durant toute la période du scénario, ces zones agricoles et leurs ménages seront en majorité dans une situation d'insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 IPC).

En revanche, les ménages pauvres de la zone agropastorale des régions de Tillabéry et Tahoua ne peuvent pas couvrir la totalité de leurs besoins alimentaires sans le support alimentaire destiné chaque année aux ménages les plus vulnérables pendant la période de soudure. Malgré cela, les ménages pauvres ne peuvent pas couvrir tous leurs besoins non alimentaires, les résultats d'insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 de l'IPC) vont donc prévaloir chez la majorité des ménages pauvres de cette zone agropastorale entre juin 2018 et au moins janvier 2019.

Dans la zone pastorale, les conditions d'alimentation seront plus difficiles en juin et début juillet suite à une soudure précoce et prolongée avec toutefois un début d'amélioration en août à la faveur de l'installation des pâturages et l'amélioration progressive de l'état physique des animaux ainsi que de leur valeur marchande sur les marchés, passant progressivement d'une situation de Cris (phase 3 de l'IPC) à une situation Minimale (phase 1 de l'IPC).

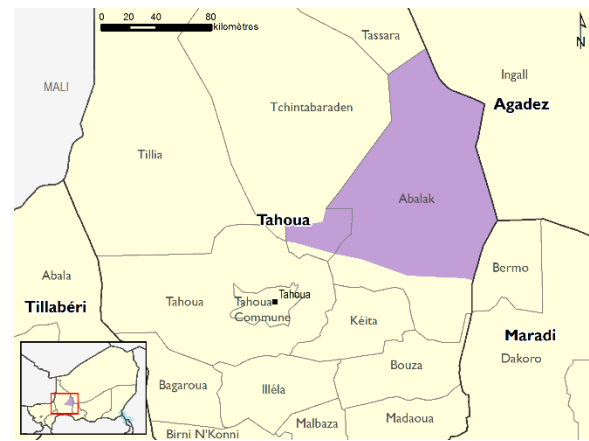
ZONE DE PREOCCUPATION

La Zone pastorale d'Abalak dans la région, Tahoua (Zone de moyens d'existence 03)

L'économie de la zone repose essentiellement sur l'élevage, le commerce et le travail migrant. Les éleveurs possèdent, à des proportions presque égales, de bovins, des ovins, des caprins et des camélins ainsi que des quantités moins importantes d'équins et d'ânes. Les principales sources de revenus pour les ménages pauvres et très pauvres incluent la vente d'animaux, la vente de produits animaux, le gardiennage de troupeaux et les transferts de la migration. Dans cette zone la pluviométrie varie de 100 à 200mm.

Les marchés sont importants pour les moyens d'existence en zone pastorale car ils sont essentiels pour la vente d'animaux et de produits animaux mais aussi et surtout pour l'approvisionnement en céréales qui constituent une part importante dans l'alimentation des éleveurs. Les céréales achetées et consommées proviennent en grande partie du sud agricole du Niger et du Nigéria.

Carte de la zone de préoccupation d'Abalak



Source: FEWS NET

Situation actuelle

Situation actuelle de la disponibilité alimentaire du bétail

La situation des pâturages présente est très variée du fait de l'inégale répartition des précipitations. Elle reste tout de même préoccupante au niveau de plusieurs zones, car les pluies enregistrées ont détérioré la paille résiduelle où elle existe. Ces pluies ont aussi occasionné l'apparition du tapis herbacé qui reste inaccessible en ce moment au gros bétail. Dans certaines régions, notamment à Agadez et à Tillabéri, les jeunes pousses connaissent un assèchement suite à une sécheresse et aux vents violents. Dans les départements de la zone agricole, les animaux trouvent quelques résidus des cultures d'hivernage restants, de la paille de brousse, des cultures de décrue et des fourrages au niveau des massifs forestiers. Globalement, le fourrage existant est insuffisant pour couvrir les besoins des animaux. Par conséquent, l'embonpoint des animaux est passable, voire médiocre.

Selon le rapport de situation de la campagne pastorale de novembre 2017 rédigé par la Direction du développement pastoral, le déficit fourragère enregistré dans la zone était de 1 155 659 de tonnes de matières sèches (TMS), soit 79,44 pourcent de déficit. La production fourragère locale n'a pu couvrir qu'environ deux mois de consommation du bétail résident.

Disponibilité et accès alimentaire des ménages

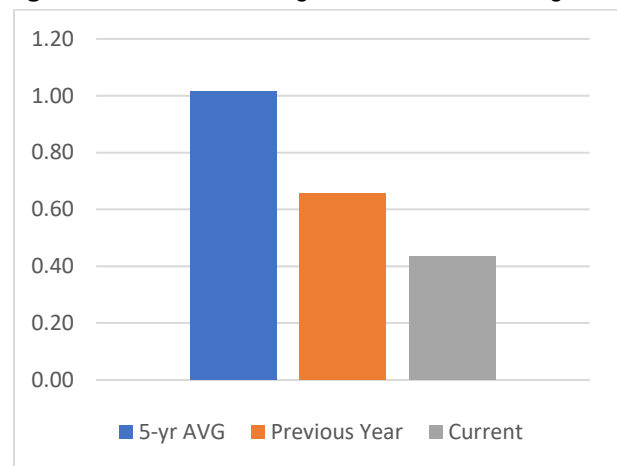
Les ménages ne disposent plus de stocks céréaliers suite aux déficits enregistrés dans plusieurs zones agricoles et agropastorales du pays. Les achats sur les marchés constituent les principales sources d'approvisionnement des ménages, même si l'Etat a mis en œuvre des opérations de vente à prix modéré de céréales qui ont renforcé la disponibilité. Les ménages en zones agricoles et agropastorales procèdent aux achats de céréales avec les revenus de la main d'œuvre agricole et du cash for work mis en œuvre par le gouvernement. Les ménages pastoraux procèdent à des ventes massives d'animaux, car pour obtenir les quantités habituelles d'aliments, les ménages sont obligés de vendre deux à trois fois plus d'animaux à cause de la détérioration de la valeur marchande du bétail. Les approvisionnements sont assurés par les flux internes à partir des marchés locaux comme Maradi et Tahoua et par les flux transfrontaliers provenant du Nigéria.

Marchés et prix

Les marchés restent bien approvisionnés en céréales et en bétail. Pour les céréales, les prix à la consommation sont 19 pourcent plus élevés que la moyenne quinquennale (graphique 1). Pour les animaux, l'offre est importante à cause des ventes massives pour faire face aux besoins financiers des ménages. Le taux du naira est toujours en dessous de la moyenne et cela ne favorise pas l'exportation vers le Nigéria. Toutefois, les achats pour les abattages sont toujours en cours suivant une tendance normale et concernent plutôt les petits ruminants.

En ce qui concerne les prix du bétail, malgré une reprise relative des exportations vers le Nigeria, ils connaissent actuellement des baisses importantes. Le prix du bouc en avril 2018 affiche une baisse significative (plus de 50 pourcent) par rapport à la moyenne sur cinq ans et une diminution de plus de 20 pourcent en comparaison avec l'année passée à la même période (graphique 2). Cela affaiblit le pouvoir d'achat des éleveurs et limite leur accès à la nourriture dans un contexte de dépenses accrues pour l'entretien du bétail (graphique 3).

Figure 2. Termes de l'échange chèvre/mil à Abalak, Niger



Source: FEWS NET

Les autres sources de revenus

Les autres activités génératrices de revenus telles que la vente de paille et le gardiennage se poursuivent normalement et procurent des revenus normaux.

La production et la vente du lait sont en inférieurs à la moyenne mais le prix d'un litre de lait est actuellement de 300 à 400 FCFA, soit un prix suivant la tendance saisonnière.

Les résultats de la sécurité alimentaire

Les ménages arrivent à consommer suffisamment de produits mais l'alimentation n'est pas diversifiée car ne comporte pas de produits laitiers qui font partie des habitudes alimentaires des ménages. L'accès des ménages à la quantité habituelle de produits est assuré par la vente massive de bétail (2 à 3 fois plus de têtes vendues), conduisant à une réduction de la taille des troupeaux qui constituent le principal moyen d'existence. Les résultats de la sécurité alimentaire sont une situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire de juin 2018 à janvier 2019 se base sur les suppositions suivantes :

- Entre août et septembre 2018, la disponibilité fourragère et en eau va permettre aux animaux de bien se nourrir et d'améliorer leur embonpoint, leur production de lait, leur valeur marchande et les termes de l'échange avec les céréales jusqu'en janvier 2019.
- Le prix du lait sera moyen entre juin 2018 et janvier 2019.
- Une hausse de la demande des animaux en prélude de la Tabaski entre juillet et septembre 2018 et autour des fêtes de fin d'années entre octobre 2018 et janvier 2019.
- Une légère amélioration des prix des animaux entre août 2018 et janvier 2019, tout en restant largement en dessous de la moyenne.
- Des revenus issus de la vente d'animaux et de produits laitiers inférieurs à la moyenne en début de la période de projection.

- Une évolution des prix des céréales au-dessus de la moyenne quinquennale durant toute la période du scénario.
- Le programme social du gouvernement pour la vente à prix modéré des aliments pour bétail va se poursuivre jusque fin juillet pour permettre de réduire les charges financières liées à l'entretien du bétail.
- Des présentations d'animaux sur les marchés supérieures à la normale en juin et juillet pour faire face aux dépenses alimentaires en augmentation suite aux prix élevés des produits de consommation.
- La faible demande d'animaux à l'exportation vers le Nigeria liée au taux de change du naira.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

En juin et juillet, les quantités d'aliments achetés seront à peine suffisantes pour la consommation alimentaire des ménages qui sera également peu diversifiée. Les systèmes de troc, de paiement en nature et de solidarité seront de faible contribution pour l'accès à la nourriture, donc les achats vont constituer la principale source alimentaire des ménages. Ces achats seront effectués avec une forte pression sur le capital bétail dont les effectifs pourraient fortement diminuer à cause de la dégradation de leurs termes de l'échange par rapport aux produits alimentaires. Les résultats de seront une insécurité alimentaire en Crise (Phase 3 de l'IPC).

Entre août 2018 et janvier 2019, les achats d'aliments seront suffisants pour la consommation alimentaire des ménages qui sera constituée de lait et d'autres produits d'élevage. L'autoconsommation de lait et de produits laitiers et les achats de céréales vont constituer les sources essentielles de nourriture. En raison du prix des animaux qui se maintiendra à un niveau faible par rapport à la moyenne, le nombre d'animaux vendus restera élevé, mais à un niveau inférieur qu'au début de la période. Les résultats de la sécurité alimentaire indiqueront une insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 de l'IPC).

Pour plus d'information sur l'analyse de cette zone, vous pouvez consulter le [tableau de synthèse de scénario](#).

La zone de culture de poivrons de la Komadougou, Diffa (Zone de Moyens d'Existence 12)

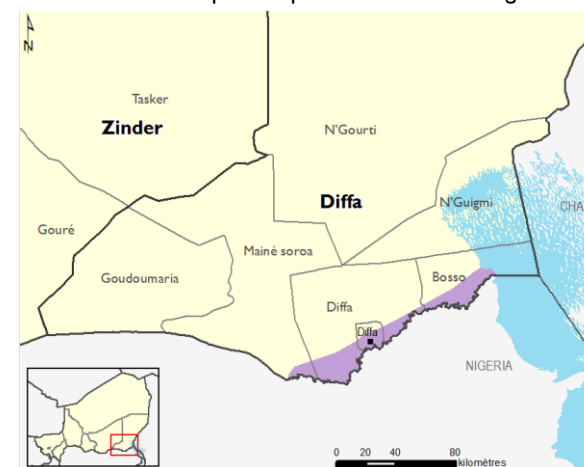
Cette zone de moyens d'existence se caractérise par la production irriguée de poivron rouge, appelé « or rouge » du fait de sa haute valeur marchande. Le site occupe la rive nord de la rivière Komadougou qui s'étale sur environ 160 kilomètres au long de la frontière sud-est avec le Nigeria et qui se jette finalement dans le lac Tchad. Les marchés nigériens transfrontaliers sont ceux qui donnent sa valeur au poivron, vendu séché, bien qu'il se vende aussi à l'ouest, dans le reste du Niger. La culture de décrue est également pratiquée dans cette zone, ainsi que le riz irrigué et un peu de maraîchage (tomate, chou, gombo, piment et autres légumes). La pêche est une activité saisonnière mineure.

L'élevage représente le deuxième secteur économique de cette zone. Les animaux élevés dans cette localité sont généralement les gros ruminants (bovins) et les petits ruminants comme les chèvres et les ovins ainsi que des volailles.

Les différentes sources de nourriture auxquelles les ménages ont recours et la façon d'y accéder diffèrent d'un groupe à un autre, ce qui fait ressortir que les ménages les plus nantis et les ménages moyens ont plus de facilité à couvrir leurs besoins alimentaires. Les plus importantes de ces sources sont les achats, la production propre, les aides alimentaires, la production animale et les paiements en nature. A cela s'ajoutent la pêche et la cueillette, surtout pour les très pauvres et les pauvres.

L'essentiel des revenus est tiré de la production et la vente de poivron rouge pour tous les groupes de ménages. Les nantis et les moyens ont également accès aux revenus de la vente d'animaux et du commerce. En revanche, les très pauvres et les pauvres dépendent de la main d'œuvre occasionnelle et du travail agricole. Les plus pauvres et les pauvres sont payés en sacs

Carte de la zone de préoccupation de la Komadougou



Source: FEWS NET

de poivrons qu'ils revendent à leur tour. Le revenu tiré de la vente de la production céréalière est très faible pour tous les groupes de richesse, du fait que la production agricole est destinée à l'autoconsommation.

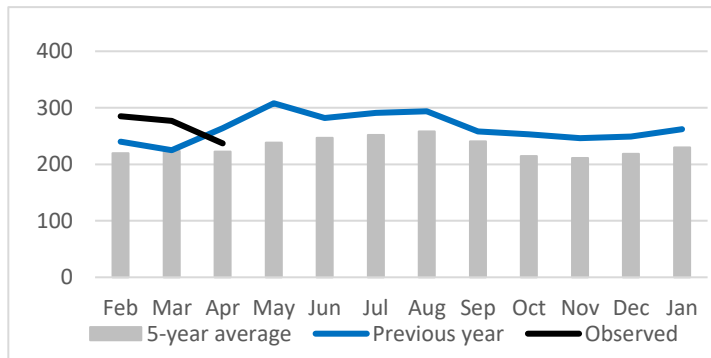
Situation actuelle

Les sources de nourriture

Les stocks paysans sont épuisés suite à la production agricole déficitaire de l'année dernière. Les achats et les aides alimentaires constituent les sources principales d'accès à l'alimentation pour les ménages. La disponibilité sur les marchés est acceptable mais les prix à l'achat sont à des niveaux supérieurs à la moyenne des 5 dernières années.

Les revenus du poivron ont fortement baissé, notamment pour les ménages pauvres qui sont payés en nature et revendent ensuite leurs sacs de poivrons, car la baisse des superficies emblavées pour le poivron n'incite pas les nantis à employer de la main d'œuvre.

Figure 2. Prix du maïs à Diffa, Niger en avril 2018 (XOF/kg)



Source: FEWS NET

L'assistance humanitaire

A l'échelle de la région de Diffa, la réponse humanitaire cible 318 414 personnes. Selon le cluster de sécurité alimentaire, six acteurs sont intervenus depuis janvier 2018 dans la région, à savoir le CICR, ACF, FAO, OXFAM, IRC ainsi que le PAM et ses partenaires. Ces interventions ont consisté en des distributions générales de vivres (DGV) et de l'argent liquide, ainsi que l'appui agropastoral à travers une distribution d'intrants et aliments pour le bétail.

Assistance alimentaire jan-mars 2018					
Mois	Cible	Bénéficiaires assistés	Tonnage distribué	Argent distribué (FCFA)	Taux de couverture
Janvier	318414	218975	2336	365852500	69%
Février	318414	272188	3094	309855000	85%
Mars	318414	248037	2395	36634000	78%
Moyenne	318414	246400	2608	237447167	77%

Les Sources de revenus

Le poivron est la principale source de revenus en année typique et son prix de vente actuel dépasse celui des deux dernières années et est significativement supérieur à la moyenne des années sans crise, soit 20 000 à 22 000 FCFA par sac de poivron vendu contre 10 000 à 12 000 FCFA en moyenne avant la crise sécuritaire. Cependant, une réduction des superficies plantées d'environ 70 pourcent suite aux problèmes sécuritaire a entraîné une forte réduction de revenus pour tous les groupes de ménages.

La vente de bois, charbon, de paille procure des revenus aux ménages pauvres mais la forte concurrence entraine une baisse de ces revenus. Il en va de même pour le petit commerce ou le travail de chargement/déchargement au marché.

Situation sécuritaire dans la zone et mouvement de populations

Tableau I : Situation des réfugiés, retournés et des déplacés internes - Mise à jour : Octobre 2017

Population totale		Réfugiés		Retournés		Déplacés internes	
Ménages	Personnes	Ménages	Personnes	Ménages	Personnes	Ménages	Personnes
52 291	252 305	23 006	108 470	2 907	14 820	26 378	129 015

Source : Direction régionale de l'état civil, des migrations et des réfugiés

Situation nutritionnelle

De janvier à mars 2018, nous constatons une augmentation significative des admissions dans les centres de récupération nutritionnelle tant en ambulatoire (CRENAM et CRENAS) et en interne (CRENI) par rapport à l'année 2017.

Ces hausses sont imputables à plusieurs raisons dont les campagnes de dépistage organisés par certains partenaires (Karkara, SP, SOS sahel village, MSF France, ACF et SCI) durant la période, ce qui a permis de toucher un plus grand nombre d'enfants de 6 à 23 mois. La région a un taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale de 13,9 pourcent selon la dernière enquête SMART (novembre-décembre 2017), plaçant ainsi Diffa dans une situation alarmante.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Les ménages pauvres dépendent des aides alimentaires compte tenu de l'épuisement de leurs stocks et du faible pouvoir d'achat sur les marchés. Selon le cluster sécurité alimentaire, les aides alimentaires atteignent 70 pourcent des ménages ciblés dans la région de Diffa. Les ménages pauvres ont habituellement des revenus provenant des paiements en nature de la main d'œuvre utilisée pour les travaux d'entretien et de récoltes du poivron. Ils perdent ces moyens d'existence qui représentent 50 à 75 pourcent de leurs revenus suite à la baisse des superficies cultivées. Malgré un déficit de protection des moyens d'existence, même les ménages les plus pauvres bénéficient d'une consommation alimentaire minimale grâce à l'assistance humanitaire. Les résultats de la sécurité alimentaire indiquent donc une situation de Stress (Phase 2 ! de l'IPC).

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire de juin 2018 à janvier 2019 se base sur les suppositions suivantes :

- Sur le plan sécuritaire, les attaques de Boko Haram vont persister et maintenir la zone en état d'urgence.
- Le conflit de Boko Haram et les mesures sécuritaires qui y sont liées vont engendrer une réduction significative de la production de poivron de plus 70 % entre juin et septembre 2018.
- La demande de main d'œuvre pour les travaux agricoles du poivron sera en forte baisse et va provoquer une diminution des revenus.
- L'offre de poivron sera à un niveau inférieur à la normale.
- La vente de bois et de charbon va s'intensifier et les revenus issus de ces ventes seront au-dessus de la moyenne.
- La demande de poivron sera moyenne et les prix de la vente seront à des niveaux plus élevés que ceux de l'année passée et de la moyenne d'avant la crise sécuritaire.
- Les marchés vont continuer à être impactés par la persistance des effets de la crise.
- Suite au retrait de certains partenaires et le faible financement accordé à certains secteurs, on observe une diminution progressive de l'aide alimentaire et de la prise en charge des enfants malnutris.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Entre juin et septembre 2018, l'aide alimentaire sera maintenue mais le retrait de certains partenaires humanitaires va induire une baisse supplémentaire de la couverture des besoins alimentaires. Certains ménages auront des difficultés à couvrir leurs besoins de consommation alimentaire. Malgré l'adoption de stratégies comme la vente de l'eau, de paille et de bois, la perte des revenus du poivron va entraîner une réduction significative des moyens d'existence.

Entre octobre 2018 et janvier 2019, les déficits dans la consommation vont persister à cause des faibles revenus pour acheter de la nourriture et de l'insuffisance des aides alimentaires à couvrir les besoins alimentaires de toute la cible. Le capital financier sera en forte baisse suite à la perte des moyens d'existence liés à la vente de poivron.

L'insécurité alimentaire sera en Crise (Phase 3 IPC) entre juin et septembre 2018 et le restera entre octobre 2018 et janvier 2019.

Pour plus d'information sur l'analyse de cette zone, vous pouvez consulter le [tableau de synthèse de scénario](#).

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

Tableau I. Événements possibles au cours des huit mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Evènements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	<ul style="list-style-type: none"> Des séquences sèches plus longues qu'estimées 	<ul style="list-style-type: none"> Mauvaise production agricole et fourragère.
	<ul style="list-style-type: none"> Intervention militaire pour maintenir la stabilité 	<ul style="list-style-type: none"> Mouvements internes de populations dans les régions de Tillabéry et Tahoua
	<ul style="list-style-type: none"> Faiblesse des flux de céréales du Mali, Burkina Faso du Bénin et Nigéria 	<ul style="list-style-type: none"> Baisse des approvisionnements sur les marchés Hausse des prix
	<ul style="list-style-type: none"> Faible mise en œuvre du plan national d'assistance 	<ul style="list-style-type: none"> Diminution de la disponibilité alimentaire
	<ul style="list-style-type: none"> Recrudescence des conflits au Nigéria ou Mali avec l'amplification des mouvements de populations 	<ul style="list-style-type: none"> Limitation des flux des produits Augmentation du nombre des réfugiés
Zone poivron de Diffa (zone 12)	<ul style="list-style-type: none"> Déroulement atypique de la saison hivernale ; Une perturbation du système des marchés au Niger et au Nigeria en termes de flux d'approvisionnement des marchés locaux Nouveaux développements du conflit de Boko Haram 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre de réfugiés Augmentation de la demande de céréales, de l'offre de main d'œuvre et des prix alimentaires au-delà de la tendance saisonnière Baisse atypique du pouvoir d'achat avec des déficits de protection de moyens d'existence
Zone pastorale des transhumants et nomades d'Abalak (zone 3)	<ul style="list-style-type: none"> Faible disponibilité de pâturage entre juin et septembre Hausse des prix des produits alimentaires Faible demande locale et d'exportation d'animaux et Un déroulement perturbé de la campagne agropastorale 	<ul style="list-style-type: none"> Mauvais embonpoint des animaux Baisse du prix des animaux Baisse de la production et de la disponibilité de lait Baisse des revenus et du pouvoir d'achat des éleveurs

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus [cliquez ici](#).